




**FONDATION ROSA LUXEMBURG
DAKAR SENEGAL
SÉRIE SUR LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE
02 / 2020**

**AUCUNE PAIX EN
CASAMANCE :
LE MFDC ET L'ÉTAT
SENEGALAIS DOIVENT-ILS
REPENSER LEUR STRATEGIE ?**

par Bruno SONKO, chargé de programme,
Rosa Luxemburg Stiftung, Dakar



Cet article revient sur les différentes initiatives de médiation ou de paix intervenues dans le cadre du conflit en Casamance,ⁱ la région sénégalaise située entre la Gambie et la Guinée-Bissau.ⁱⁱ Même si l'on convient d'une certaine accalmie, les initiatives de paix n'ont pas prospéré parce qu'elles sont en grande partie tributaire de l'attitude problématique, voire négative, de quelques acteurs mais aussi de l'incommunication flagrante qui caractérise ce conflitⁱⁱⁱ. La question est épineuse et les condamnations seules ne suffisent pas - nous l'avons souligné à maintes reprises^{iv}. En effet, il paraît difficile de comprendre jusqu'à ce jour les motivations réelles qui sous-tendent les positions actuelles des différents protagonistes de ce conflit qui oppose d'un côté le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) et de l'autre, l'Etat du Sénégal, tant l'absence de communication et de débat est frappante. Il y a comme un enchevêtrement ou une cristallisation de causes. Aucune d'elles n'épuise à elle seule le sujet. Pour permettre une meilleure intelligibilité du conflit, il est indispensable de revenir sur les positions des différents acteurs. Un préalable en vue d'identifier une voie de sortie de crise ou un schéma salvifique permettant la signature d'un accord de paix durable voire définitif.

Le MFDC – un acteur désorganisé

Le MFDC revendique l'indépendance et l'attribution du territoire de la grande région de Casamance, avant qu'elle ne soit découpée administrativement par le président Abdou Diouf^v; ce territoire inclurait la région de Tambacounda et même Kédougou. La plupart des leaders^{vi} de ce mouvement défendent cette position. Quelques interrogations doivent être soulevées ici et mériteraient des réponses appropriées. Un grand nombre de membres ou sympathisants du MFDC soutient qu'il existe un document connu du président Senghor, qui accorderait l'indépendance à la Casamance vingt années après celle du Sénégal. Beaucoup de points de vue se sont exprimés sur ce sujet^{vii}. Même si un tel document avait existé, il est particulièrement difficile aujourd'hui pour le MFDC, de s'en prévaloir, pour espérer contraindre l'Etat du Sénégal, de lui accorder l'indépendance tant réclamée. Rares sont les leaders ou membres du MFDC qui convoquent encore ce document. Pour l'heure, malgré les initiatives de réunification notées ici et là, le MFDC reste englué dans des querelles de positionnement qui rendent sa stratégie dans ce conflit globalement problématique.

Étonnamment, la configuration du MFDC, avec l'existence de plusieurs factions armées et civiles, est singulière et ne facilite pas une compréhension claire de ses revendications. Même dans la région de Casamance, les populations, les jeunes en particulier, n'ont pas une connaissance avérée des revendications du MFDC et des raisons du conflit^{viii}. Selon l'universitaire Paul Diedhiou, « *ceux qui sont nés dans le conflit, en connaissent plus ou moins les causes; mais celles liées à leurs propres expériences (déplacements de populations, violences). Sur le MFDC, ils ne connaissent que l'acte de naissance...il y a toutefois des rebelles latents qui épousent les thèses du MFDC et leur idéologie...parfois ils minorisent les exactions du MFDC. Idem, sur les réseaux sociaux, l'on constate une certaine forme de radicalisation entretenue par le MFDC de la diaspora.* »

Dans tout mouvement de la nature du MFDC, une organisation bien structurée est nécessaire. En d'autres termes, il revient à des personnes bien identifiées de porter la parole des membres du mouvement. Et à d'autres, de mener le combat armé. Nous convoquons ici une position chère à l'historien Nouha Cissé^{ix}. Or, dans la structuration actuelle du MFDC, les combattants armés n'obéissent pas à l'aile politique/civile. De même, l'aile civile rarement, tient compte de l'avis des combattants. Même si des liens et des relais existent parfois entre civils et combattants, il n'y a pas une hiérarchie clairement établie entre eux. Pour le MFDC, cette situation ne peut perdurer car elle ne facilite pas l'entente et l'alignement des positions ou revendications en son sein. A contrario, elle peut favoriser un embrasement

général. Il gagnerait alors à procéder à une réorganisation en profondeur du MFDC. Il en va de la crédibilité du mouvement. Comment se dessine aujourd'hui le MFDC ? Qui sont les leaders qui comptent et que valent-ils réellement aux yeux de la population ou du maquis ? Quelle est la perception de ces mêmes populations sur ceux qui prétendent diriger le MFDC ? Il ne sera pas aisé de répondre à ces questionnements tant que le MFDC ne se dotera pas d'une structure bien organisée, capable de parler en son nom et de mener à bien des négociations ou de défendre une quelconque revendication.

Depuis quelques temps, il semblerait que certains leaders du MFDC aient, enfin pris conscience, de la nécessité de s'inscrire dans une dynamique d'unité afin de négocier avec l'Etat du Sénégal. En effet les factions dirigées par Ibrahima Kompass Diatta, Paul Aliou Kassine et Fatomah Coly ont mis sur pied un comité provisoire avec à sa tête un coordonnateur qui a un mandat de représentation de ces factions. La faction dirigée par Cesar Atoute Badiate est représentée dans ce comité par le biais de Rémi Diatta (commandant en chef par intérim de César Atoute Badiate qui est en convalescence). Plus spécifiquement, sa tâche consiste à rallier les positions de ces trois factions et à négocier en leur nom et pour leur compte avec les principaux acteurs impliqués dans la recherche de la paix, l'Etat et l'ONG HD^x (Centre international pour le dialogue basé à Genève). En d'autres termes, l'aile politique prend en charge la communication de l'aile militaire. Par ailleurs, ce comité provisoire ne souhaite pas la création d'autres nouvelles factions armées et a pour mission de veiller à ce que les armes ne circulent pas librement dans la zone et puissent servir aux braquages. Ceci constitue une étape cruciale pour la réunification du MFDC.

Mais avant d'être dans les dispositions optimales pour négocier avec l'Etat du Sénégal, ce comité provisoire doit surmonter deux difficultés: d'une part, les rivalités crypto-personnelles entre les leaders de ce mouvement, principalement entre Salif Sadio et des personnalités comme César Atoute Badiate, Ibrahima Kompass Diatta, Fatoma Coly, et Paul Kassine ; d'autre part, la diaspora du MFDC qui n'est pas concernée par cette initiative.

Salif Sadio est-il le problème ou la solution à l'unification du MFDC ?

De nombreuses voix soutiennent que le chef séparatiste Salif Sadio constitue le principal facteur de blocage à l'unification du MFDC. A entendre certains leaders de factions armées^{xi}, Salif Sadio ne serait mû réellement que par son autopromotion^{xii} ! Sur ce point, Ibrahima Kompass Diatta, chef de la faction Est du MFDC, et également représentant de César Atoute

Badiate (faction Ouest) émet les propos suivants : « *Je veux des assises inter MFDC pour retrouver l'unité ; je parle également au nom et pour le compte de César Atoute Badiate qui est malade et qui ne veut rencontrer personne...mais Salif est un problème ; s'il ne vient pas avec nous (Paul, Fatoma et moi), nous nous passerons de lui... mais nous ne fermons pas la porte des négociations avec Salif ; nous donnons mandat au coordinateur du comité provisoire et à son adjoint pour le rencontrer en notre nom...Nous nous entendons bien tous les trois et nous donnons mandat à ces deux-là, pour négocier avec l'Etat du Sénégal...Nous sommes prêts encore à tenter de négocier avec Salif Sadio. Nous avons besoin de lui et il a besoin de nous* ».

Paul Kassine, autre leader du MFDC a son avis, moins tranché : « *Salif m'a recruté en 1992 ; il m'a appris à chasser et à manier des armes ; le problème de Salif ce sont les jeunes de sa faction : ils sont indisciplinésje connais très bien Salif ; il se considère comme le chef ... Même si Salif vous frappe, il faut retourner encore pour négocier avec lui... Salif Sadio est trop compliqué ; mais nous devons persévérer et discuter avec lui... J'ai souvent défendu Salif lorsqu'il était menacé par l'armée sénégalaise ; mais il doit changer et discipliner ses hommes. Nous voulons négocier ; si le Sénégal ne veut pas, nous allons nous battre, les attaquer ; nous en avons les moyens* ».

Salif Sadio quant à lui, est incontestablement un acteur prépondérant dans le conflit de Casamance ; du moins, celui qui semble être le plus médiatisé. C'est également lui qui focalise l'attention au niveau des médiations entreprises avec l'Etat, notamment avec l'implication de la Communauté Sant'Egidio. En effet, des rencontres / négociations entre des représentants de Salif Sadio et du gouvernement du Sénégal se sont tenues assez souvent à Rome, sous l'égide de Sant'Egidio. Peu de choses filtrent sur le contenu des discussions. Mais, il existe, semble-t-il, un document officiel signé^{xiii} entre les parties prenantes qui revient sur quelques points dont les plus saillants sont les suivants :

- la protection des populations civiles par l'armée sénégalaise et le MFDC ;
- l'arrêt de l'exploitation des ressources naturelles, notamment celles qui n'ont pas encore connu un début d'exploitation ;
- la liberté de parole, d'expression et de recherche sur le conflit ;
- la liberté de circulation des membres du MFDC pour expliquer et communiquer sur l'état d'avancement des négociations sur tout le territoire de la Casamance.

A priori, la faction dirigée par Salif Sadio, grâce à l'entregent de Sant'Egidio^{xiv}, a pu bénéficier de concessions considérables de la part de l'État du Sénégal et des avancées significatives peuvent être notées. C'est uniquement à cette faction que, semble-t-il, un tel document a été remis. Dans tous les cas, les négociations entreprises sous l'égide de Sant'Egidio sont prises très au sérieux par Salif Sadio ; ce qui signifie que le MFDC, quelque soient les dissensions, veut négocier. Cela suffit-il à faire de lui l'interlocuteur unique de l'État du Sénégal et le représentant unique du maquis ? Assurément non, puisque dans le même temps, des négociations parallèles se sont tenues avec les autres factions. En outre, une réunion d'information organisée par les lieutenants de Salif Sadio le 22 juin 2019 à Diouloulou a été annulée et quelques-uns de ses partisans emprisonnés brièvement par les forces de l'ordre. Les raisons données par l'État du Sénégal quant à cette annulation ne sont pas claires^{xv}. Que faut-il alors espérer ou faire pour le MFDC ?

L'unification du MFDC : une étape préalable

L'unité du MFDC dans le cadre des pourparlers de paix semble-t-il est une étape indispensable. A contrario, la plupart des médiateurs ou personnes ressources impliquées dans la gestion de ce conflit estiment qu'il est possible de mener des négociations séparées avec les différents leaders du MFDC et se targuent d'avoir des liens privilégiés avec tel ou tel chef du maquis. Les tenants de cette manœuvre espèrent sans doute un affaiblissement de la rébellion sur le long terme. Cette stratégie expérimentée à l'aune du conflit n'est pas viable et a conduit, au contraire, à la multiplication de factions armées que les principaux leaders du MFDC ont de plus en plus du mal à contrôler. A cela, il faut ajouter les risques d'un éclatement ou d'une multiplication des factions armées : banditisme, trafic de drogue^{xvi}, trafic de bois, porosité des frontières, trafic d'influence, mafias internationales, etc.

A l'heure actuelle, il serait sans doute plus indiqué pour le MFDC, et particulièrement ses chefs, de dépasser les clivages ou rivalités crypto-personnelles. Il s'agit pour les différents leaders des factions armées et des ailes civiles de mettre fin aux stratégies individuelles et aux calculs affairistes et enfin, de parvenir à sceller l'unité du mouvement pour l'intérêt général. Cette unité reste possible^{xvii}. Même si des événements tragiques se sont déroulés dans le passé, les leaders des factions armées doivent les surmonter. Idem pour les leaders des ailes civiles, basés en Casamance ou à l'étranger. Certains leaders en sont bien conscients et appellent à la désignation d'un Secrétaire général du MFDC^{xviii}.

Malheureusement, un problème majeur persiste : le manque de confiance entre les principaux chefs ou responsables du MFDC. Comment surmonter ce problème ? L'identification d'un médiateur unique et indépendant, ou d'un comité composé de personnes de confiance, pourrait constituer une solution idoine pour réunir tous les leaders autour d'une même table.

Une médiation unique : stratégie à mettre en avant pour l'Etat du Sénégal

Dans le conflit casamançais, la stratégie de l'Etat du Sénégal s'apparente à de la *régulation* (Kabamba 2010). Cette démarche vise à réduire avec le temps un conflit violent à un désaccord politique. Elle est souvent considérée comme la plus efficace. Mais, laissé à l'état de désaccord persistant, un conflit peut rebondir et redevenir violent. On a même parfois la désagréable impression que la poursuite du conflit offre aux protagonistes davantage de bénéfices que la négociation elle-même. On ne peut espérer aboutir à une paix durable si l'on choisit de privilégier des médiations multiples dans le conflit en Casamance.

Dans l'appréhension du conflit et dans sa stratégie de résolution de la crise en Casamance, l'Etat sénégalais a privilégié une multitude d'interventions (et continue à privilégier cette option). Il négocie de manière séparée avec les différentes factions armées. La question est de savoir pourquoi et dans quel but. Cette démarche fait-elle sens ? Aucune explication crédible n'a jusque-là permis de valider une telle démarche. Même si c'est dans le but d'affaiblir le MFDC (ce qui n'est pas avéré d'ailleurs), cela ne saurait prospérer ; au contraire, cette stratégie peut comporter des risques, avec la multiplication de petites cellules armées du MFDC loin d'être motivées par un idéal d'indépendance et qui échappent à tout contrôle.

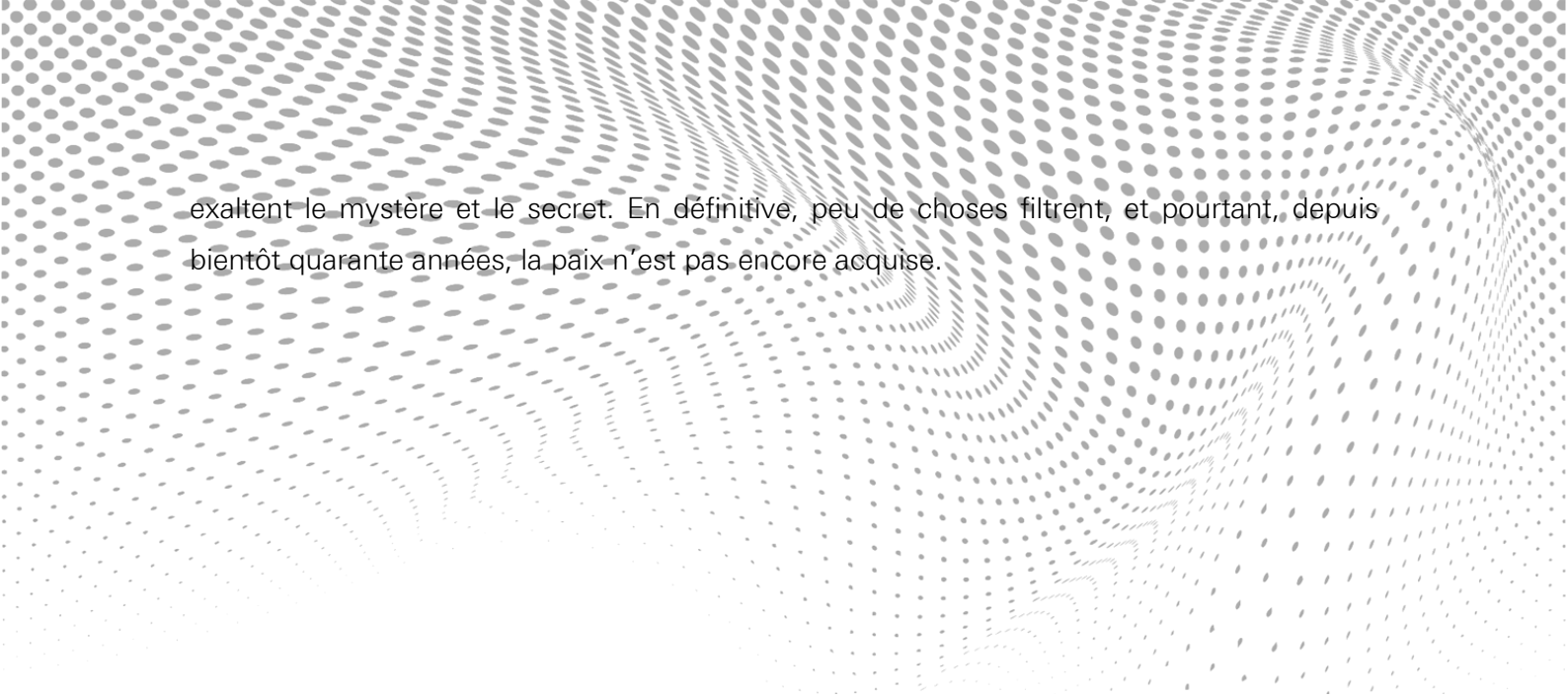
Un conflit rarement évoqué à l'échelle internationale

Etrangement, le conflit en Casamance est assez méconnu sur le plan international^{xix}. Pourtant c'est l'un des conflits qui a le plus duré en Afrique ! A un moment donné, le Sénégal a tout mis en œuvre pour que cette crise ne soit pas mentionnée notamment dans le cadre des rencontres internationales. La position officielle était que le conflit était une crise interne et devait être géré comme tel. Par ailleurs, le Sénégal a toujours eu une diplomatie très active sur le plan international. Ce pays a souvent été cité comme un bon exemple en matière de démocratie et de stabilité ; il a toujours veillé scrupuleusement à ce que son image ne soit

pas ternie sur le plan international. Or, dans ce conflit, les victimes sont nombreuses (les morts se comptent par milliers et les déplacés aussi avoisinent le chiffre de cinquante mille...). Rares sont les pays occidentaux qui s'investissent durablement et de manière claire et nette pour un règlement définitif de la crise casamançaise.

Les médias sénégalais ne parlent du conflit qu'assez rarement et bien souvent, ils l'abordent sous la rubrique des incidents et des faits divers (braquages, attaques, assassinats de civils, etc.). C'est à ce moment qu'ils relatent de manière plus ou moins sommaire ce qui s'est passé. La plupart du temps, ces faits sont imputés au MFDC. A en croire Alassane Diedhiou^{xx}, « *les autorités ont mal géré le conflit ; il y a eu un problème de communication ; il n'y avait qu'un seul canal officiel à travers lequel l'information circulait : la Radiotélévision Sénégalaise (RTS) et le Soleil ; longtemps cette interdiction de communiquer sur le conflit a persisté. Idem sur le contenu des négociations* ». Or il serait plus adéquat que les grands quotidiens de la place en fassent une problématique d'intérêt national car ce conflit a causé un grand nombre de victimes. Sans oublier que beaucoup de questions restent en suspens. La plupart du temps, ce sont quelques journaux étrangers qui reviennent ou traitent du conflit casamançais. D'ailleurs Moustapha Guèye^{xxi} illustre parfaitement cette absence de débat public lorsqu'il part du « *constat d'une opinion publique qui tarde à émerger et à porter de façon pérenne la problématique de la paix en Casamance dans l'agenda public sénégalais, après plus de trente ans de conflit. Les acteurs politiques la font surgir dans le débat national au gré des périodes électorales ou des événements souvent macabres. La société civile, avec un fort ancrage local, joue sa partition dans la dispersion, et les dissonances de son action font que certains la perçoivent comme étant l'un des obstacles au processus de paix.* » (Guèye 2015).

Par conséquent, il est grand temps que les acteurs majeurs impliqués dans le conflit, le MFDC tout comme l'Etat du Sénégal, communiquent enfin sur le conflit et informent l'opinion publique sénégalaise et internationale sur ce qui se passe réellement. Le conflit pourrait par exemple, être enseigné à l'école. Cette démarche de communication concerne particulièrement l'armée. Ainsi, lorsqu'on interroge^{xxii} l'armée sénégalaise, à travers la Direction des Relations Publiques de l'Armée (DIRPA) notamment, une réponse invariable est servie : « l'armée maîtrise le terrain et avance lentement mais sûrement ; seul le résultat compte ». Cette posture martiale est également reprise par les différents services administratifs basés en Casamance et les « Monsieur Casamance » qui, apparemment,



exaltent le mystère et le secret. En définitive, peu de choses filtrent, et pourtant, depuis bientôt quarante années, la paix n'est pas encore acquise.

Recommandations

1. Dans le cadre de la crise casamançaise, il ne serait pas approprié pour l'Etat du Sénégal de mener ou encourager des médiations parallèles, car ce procédé ne conduit qu'à susciter la méfiance et la suspicion entre les différents protagonistes qui voudront toujours savoir ce que vous avez donné ou refusé de donner à l'autre partie. Aucune médiation ne saurait s'ouvrir, se poursuivre et réussir sans le consentement de chacune des parties en conflit. Toute médiation reste subordonnée à un accord sur son objet, ses modalités et sa durée. En l'occurrence, l'Etat du Sénégal pourrait identifier un médiateur unique qui serait chargé de réunir dans un premier temps toutes les composantes (armées et civiles) du MFDC. Dans un deuxième temps, ce médiateur négocierait en leur nom et pour leur compte, directement avec l'Etat du Sénégal. Ce médiateur unique devrait être africain de préférence (non sénégalais pour des raisons évidentes) et suffisamment reconnu pour ses qualités de négociateur et pour son indépendance.
2. Dans l'appréciation de ce conflit, l'approche décisionnelle est fondamentale. Autrement dit, l'Etat du Sénégal doit penser une stratégie dans sa globalité et n'être préoccupé que par l'intérêt général. « La prise de décision est un processus cognitif complexe visant à la sélection d'un type d'action parmi différentes alternatives. Nous savons en temps normal et particulièrement en période de crise que prendre une décision est un acte crucial. La décision doit être rapide et efficace. Pour cette raison, le décideur doit disposer de l'information pertinente. Or, il se trouve que plusieurs facteurs influencent la communication de l'information en temps de crise ou de conflit. Ces facteurs sont déterminants dans la demande et le traitement de l'information et jouent un rôle primordial dans la prise de décision finale. L'environnement conflictuel, la diversité des sources d'information et le problème de crédibilité des médias rendent particulièrement ardue la détermination des indicateurs, la collecte et le traitement de l'information. Il est primordial dans un tel environnement que l'information soit exempte de toute contrainte pour aider à prendre les décisions adéquates. Le défi pour celui qui doit décider est d'en prendre conscience et d'avoir une capacité d'adaptation selon le problème auquel il fait face » (Ndjock 2017).

3. La démarche de l'Etat et de l'armée en particulier, doit évoluer ainsi que sa stratégie de communication. Plus de communication s'avère nécessaire afin de permettre à l'opinion de mesurer les progrès effectués depuis le déclenchement de la crise. L'action de l'armée sénégalaise doit être appréciée non pas seulement par le décideur (la hiérarchie militaire et politique) mais aussi par l'opinion publique, la société civile, etc. Il ne s'agit pas ici de décrire son action mais véritablement d'en mesurer la valeur ajoutée et la pertinence à la suite de près de quarante années de présence continue sur le terrain. De même, il ne s'agit pas non plus de remettre en cause la légitimité de son intervention. Seulement, elle doit rendre compte aux décideurs publics et aussi à l'opinion, dans le but de permettre à tout un chacun de se faire une idée concrète sur ce qui se passe en Casamance et notamment l'absence de paix véritable. L'armée sénégalaise doit rendre compte de son action en Casamance afin que l'on se fasse une idée concrète de la situation et des « avancées » sur le terrain.
4. Le défi pour l'armée sénégalaise est comme le souligne Bryon-Portet (2008) de « rénover des valeurs et des modes de fonctionnement devenus caducs, ou incompatibles avec les aspirations des individus et un environnement social dont les repères ont été modifiés, tout en conservant des fondamentaux identitaires sans lesquels ne peuvent plus être réalisées les missions de défense ».
5. En définitive, pour le MFDC, ce qu'il conviendrait de faire est : surmonter le clivage avec Salif Sadio et la diaspora ; pour le gouvernement du Sénégal et l'armée : communiquer !

Références

Céline Bryon-Portet, « L'essor de la communication interne dans les armées et ses limites : du commandement au management ? » in *Communication et Organisation*, 34, 2008.

Oumar Diatta, « Sénégal, aux origines de l'irréductibilité casamançaise », *Pambazuka*, 2011.

Moustapha Gueye, « Pluralisme et rôle des médias dans les conflits en Afrique de l'ouest dans les années 1990 : Le cas spécifique de la Casamance (Sénégal) », Université Paris 2, 2008, 381 p. (Thèse de Doctorat de Sciences de l'information).

Moustapha Guèye, L'absence de débat public sur le conflit en Casamance : Le talon d'Achille du processus de paix, UGB, *Revue du Groupe d'Etudes linguistiques et Littéraires*, N°19, 2015.

Bob Kabamba, Notes de cours, 2010-2011.

Fleur Nadine Ndjock, « Diversité de sources d'information et processus décisionnel en période de crise », *Communication, technologies et développement* [En ligne], 4 | 2017, mis en ligne le 04 septembre 2017, consulté le 02 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ctd/859> ; DOI : 10.4000/ctd.859

ⁱ https://seneweb.com/news/Societe/conflit-casamançais-824-victimes-des-min_n_184872.html

ⁱⁱ <https://www.jeuneafrique.com/178447/politique/s-n-gal-plusieurs-civils-tu-s-dans-une-attaque-arm-e-en-casamance/>

ⁱⁱⁱ Il y a beaucoup d'ouvrages qui ont été écrits sur la crise en Casamance ; mais de manière générale, il n'y a pas encore eu un débat général informant l'opinion nationale sur le sujet.

^{iv} <https://base.afrique-gouvernance.net/docs/casamance.pdf>

^v Wikipédia : La Casamance a été subdivisée en 1984 en deux nouvelles régions administratives : Ziguinchor et Kolda. En 2008, la région de Kolda a été à son tour subdivisée en deux nouvelles régions : Kolda et Sédhiou. La Casamance compte donc trois régions administratives, à savoir de l'ouest à l'est : la région de Ziguinchor (anciennement appelée Basse Casamance) à l'ouest ; la région de Sédhiou nouvellement créée en 2008 et la région de Kolda (anciennement moyenne Casamance) à l'Est. Les habitants de la Casamance se nomment « Casamançais ». Les Diolas sont l'ethnie majoritaire, ils parlent le diola (jóola) ou ajamat, avec les dialectes comme boulof, fogny et kasa. Les Diolas représentent environ 60 % de la population. Les Wolofs, qui constituent le groupe ethnique le plus important au Sénégal, ne représentent que cinq pour cent de la Casamance. Les Diolas sont majoritairement musulmans (75 %), 17 % sont chrétiens, principalement catholiques (diocèses Kolda et Ziguinchor). 8 % sont engagés dans des cultes régionaux animistes. Le reste de la population sénégalaise est musulman à 94 %, la Casamance compte donc une plus grande proportion de chrétiens que le reste du pays.

-
- vi Voir interview réalisée avec Ibrahima Kompass Diatta et Paul Kassine, juillet 2019, à Mbayam, Guinée-Bissau. Ces deux leaders soutiennent que l'indépendance de la Casamance est toujours au cœur des préoccupations du MFDC et que celui-ci n'a pas varié dans sa position.
- vii Voir Diatta (2011) : le doute sur l'appartenance de la Casamance à l'ensemble sénégalais dans sa configuration actuelle, est rendu plus épais et plus vivace par des déclarations plus ou moins suspectes des dirigeants politiques du Sénégal indépendant, notamment les présidents Senghor (1960-1980), Abdou Diouf (1981-2000), Abdoulaye Wade (depuis avril 2000), Mamadou Dia, ancien président du Conseil du gouvernement durant la Loi-cadre et les premières années de l'indépendance, et des leaders comme Assane Seck, ancien ministre d'Etat et Iba Der Thiam, dans une moindre mesure, mais aussi des personnalités comme Koffi Annan, secrétaire général sortant de l'Onu
- viii Entretien réalisé en Novembre 2019 avec l'universitaire Paul Diedhiou (Université de Ziguinchor)
- ix Entretien réalisé avec le professeur Nouha Cissé, Ziguinchor, Juillet 2019
- x HD a organisé plusieurs séances de formations avec ce comité provisoire sur les techniques de négociation, la médiation dans les conflits, etc. HD a un rôle de facilitateur dans le cadre de ce conflit.
- xi Ib. Kompass Diatta et Paul Kassine sont convaincus que la paix est possible ; mais le cas Salif Sadio doit être réglé impérativement : Entretien réalisé en juillet 2019, à Mbayam (Guinée-Bissau).
- xii I Kompass Diatta : Salif se vante souvent de n'avoir ni épouse ni enfant.
- xiii Entretien réalisé avec un représentant de Salif sadio à Bignona, Juillet 2019
- xiv L'intervention de Sant'Egidio au Sénégal remonte à l'année 2012 (d'autres sources indiquent l'année 1998) ; depuis cette date, elle entreprend un travail de médiation entre le gouvernement du Sénégal et le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC), principal mouvement politico-militaire casamançais, en conflit depuis plus de 30 ans avec les autorités du pays. Sant'Egidio a été invitée à s'intéresser au conflit de la Casamance par l'ancien chef d'Etat du Sénégal, Maître Abdoulaye Wade. Son implication fait suite aux multiples échecs constatés depuis le déclenchement du conflit, au niveau des différentes tentatives de ramener la paix en Casamance (échec des négociations, violations des accords de paix). En effet, le président sénégalais Abdoulaye Wade avait déclaré à Radio France Internationale, avoir invité la communauté catholique italienne Sant'Egidio, à jouer un rôle de médiateur dans le conflit sécessionniste en Casamance.
- xv https://www.jotaay.net/RENCONTRE-INTERDITE-DU-MFDC-A-DIOULOULO-Salif-Sadio-defie-l-Etat-du-Senegal-et-appelle-a-sa-3eme-reunion-populaire_a8608.html
- xvi Les combattants du MFDC rencontrés en juillet et en Novembre 2019 assurent n'être mêlés en rien aux différents trafics ; ils soutiennent ne vivre que grâce au commerce de la noix de cajou et à l'aide apportée par les populations civiles.
- xvii Abdou Elinkine Diatta (tué récemment) estime que les différents leaders du MFDC peuvent bel et bien s'entendre car chacun d'entre eux sait exactement ce qu'il représente dans le maquis.
- xviii C'est le vœu exprimé par Ibrahima Kompass Diatta qui souhaite la nomination d'un Secrétaire général du MFDC qui sera au cœur des négociations.
- xix Lors d'un entretien avec un député allemand (du parti Die Linke), Stefan Liebich, celui-ci avait marqué sa surprise et affirmé qu'il n'avait jamais su qu'il existait un tel conflit en Casamance au sud du Sénégal.
- xx Entretien réalisé avec l'Universitaire A Diédhiou, à l'université de Ziguinchor, Novembre 2019
- xxi Voir Guèye (2008).
- xxii Lors d'un entretien réalisé avec le Commandant de Zone à Ziguinchor (Colonel Kandé) en novembre 2019, peu de réponses furent apportées à nos différentes questions. L'armée sénégalaise considère que le MFDC doit se rendre s'il veut la paix. Même sur les incidents de Boffa Bayotte en janvier 2018, l'armée estime que c'est un incident mineur. Elle soutient que c'est n'est pas à elle d'apprécier les opérations militaires ou leur opportunité. Les aspects tactiques sont du ressort du Chef d'Etat-major général des Armées Toutefois, l'accent doit être mis sur le renseignement. Les moyens militaires existent mais il y a beaucoup de variables à prendre en compte.